Cette communication présente les résultats d'une recherche - a c t i o n menée au Sénégal par une ONG engagée dans l'appui aux initiatives de développement à la base. Cette recherche s'inscrit dans le cadre d'un programme MOST (Unesco) en deux phases sur le thème «Villes, environnement, rapports sociaux hommes-femmes», coordonné par la Commission nationale suisse pour l' Un e s c o. Au cours de la première phase (1997-2001), l'équipe sénégalaise de ce réseau de recherche a produit une étude sur «Les rapports sociaux hommes-femmes à travers les activités économiques féminines et la gestion du cadre de vie. Cas de Santhiaba (Thiaroye - sur - Mer)».

La seconde phase (2002-2004) actuellement en cours permettra à l'équipe du Sénégal de traiter, toujours sur le même terrain, du sujet «Femmes et hommes dans l'espace public local. La participation au débat public et à la décision politique (commune d'arrondissement de Thiaroye - sur - Mer)». Il s'agit là d'une continuité dans la démarche de l'action sur le terrain de l'ONG et dans les problématiques de recherche-action que nous menons depuis quelques années déjà. En effet, après avoir exploré lesévolutions des relations hommes-femmes relativement à la crise économique et à son impact sur la décision dans les ménages, l'équipe approfondit ces rapports au sein de l'espace public local2, c'est-à-dire dans la commune d'arrondissement et au-delà dans la ville. Bien évidemment, les aspects liés à la connexion du local à l'environnement économique national et international sont intégrés dans l'analyse. Avant de présenter les résultats de cette première phase, mais également les fondements théoriques et méthodologiques de la recherche-action en cours et les premiers enseignements que nous en avons tirés, nous souhaitons décrire brièvement le cadre dans lequel nous intervenons et sur lequel portent nos observations sur les relations de genre relativement à la prise de décision.

Santhiaba est un quartier situé dans la commune d' a r rondissement de T h i a roye - s u r - Mer, qui elle-même fait partie de la ville de Pikine, constituée en 1952 comme la grande zone d'extension de Da k a r. A l'instar de plusieurs contextes urbains africains, ce terrain est marqué par une urbanisation galopante, une croissance démographique forte, des difficultés économiq ues et une précarité environnementale. Cet espace est également le lieu d'une forte dynamique économique (activités liées à la pêche et au secteur informel) et d'une émergence des acteurs (parmi lesquels les femmes) engagés selon diverses modalités et à des niveaux divers de regroupement et d'organisation dans la survie des ménages et dans le développement local. Il découle de cette effervescence des enjeux de pouvoir entre plusieurs instances locales et plusieurs légitimités. C'est dans ce contexte-là que nous analysons les rapports sociaux hommes femmes à travers plusieurs modes de recueil d' i n f o r m a t i o n s : observation,
entretiens, réunions de groupe, animation d'ateliers, etc.

Résumé De La Première Phase De La Recherche

La phase 1 (1997-2001) de la re c h e rche de l'équipe sénégalaise du réseau MOST (Unesco) sur «Villes, environnement, rapports sociaux h o m m e s - f e m m e s» avait montré que le *res pect de l'autorité masculine*
dans les rapports conjugaux est une réalité à Santhiaba, en dépit des mutations intervenues dans le paysage urbain et dans les rapports sociaux de genre. Cet état de fait est très fortement sous-tendu par les r é f é rents socioculturels et l' i n vocation de la tradition et de la religion, qui tempèrent quelque peu la « crise de la dette familiale », c' e s t - à - dire le fait que l'homme n' a s s u re plus seul la subsistance du ménage et que par conséquent son droit régalien sur la famille s'est quelque peu émoussé. La crise de la dette familiale, fondement matériel de la domination masculine dans le foyer, se manifeste par une
irruption des femmes dans
la sphère publique
, notamment à travers les activités génératrices de revenus.

Ce faisant, elles participent de façon très déterminante aux dépenses des ménages en même temps qu'elles subviennent à leurs propres besoins. En effet, les difficultés économiques rencontrées par les hommes, à qui est attribué le rôle d'assurer les dépenses de la famille, se traduisent par un accroissement important des activités économiques des femmes et de leur sortie de la sphère privée. Mais en dépit de ce fait majeur, les représentations, la structuration des statuts et la hiérarchie des rôles ne sont pas remises en cause de façon directe et consciente: aucun mari ne semble considérer cette évolution comme une perte de pouvoir au sein du ménage et les femmes déclarent presque unanimement qu'elles *« aident leur époux »* en complétant les revenus de la famille et en prenant en charge leurs propres besoins.

Mais une analyse plus fine montre que les effets conjugués des changements intervenus dans l'environnement urbain et des conséquences du travail extérieur de la femme modifient le contrôle patriarcal sur les personnes et sur les ressources, qui devient plus lâche. Il y a manifestement une *crise des rôles masculins*, même si l'autorité des hommes n'est pas fondamentalement remise en question. Les femmes gagnent
quelque pouvoir dans le foyer
et une
reconnaissance sociale

dans la communauté. Au total, on peut affirmer que la crise de la dette familiale entraîne une crise des rôles masculins.

La crise des rôles masculins ouvre aux femmes des brèches dans la sphère publique, où elles participent à la gestion de l'environnement et du cadre de vie. Aussi l'étude a-t-elle également révélé que les femmes sont effectivement impliquées dans bien des activités à caractère communautaire et d'intérêt général. Même leurs organisations professionnelles, à orientation économique, recèlent une dimension de servicepublic. *Mais cette présence dans la sphère publique, si elle est socialement valoris ée, n'est pas pour autant reconnue politiquement.*
Ce faisant, les femmes sont, dans l'espace public, frappées d'invisibilité et par conséquent participent peu ou pas du tout à la décision, du moins au sein des instances formelles.

Une Volonté De Participation Des Femmes Aux Instances De Décision Locales

La participation des femmes aux instances de décision locales consiste, dans la plupart des cas, à faire part de leurs préoccupations aux structures de décision des hommes à travers un canal hiérarchique, mais ce ne sont pas elles qui arrêtent directement les décisions. Il est parfois fait appel aux femmes leaders (événements politiques par exemple), mais jamais dans le cadre de décisions relatives à la gestion des problèmes quotidiens. L'exercice du pouvoir par les femmes s'opère par l'activation des réseaux, le plaidoyer et le lobbying. Ce faisant elles participent effectivement à la prise de décision. Mises à l'écart des organes de pouvoir et de décision formels, elles investissent les canaux familiaux et les réseaux sociaux, plus souples, fluides et éphémères que ceux, rigides, des hommes.

Les femmes ont pris conscience que l'épargne et leur organisation sous forme de groupements divers permettent de renforcer non seulement leurs capacités économiques, mais aussi leurs rôle et place dans la gestion des activités d'intérêt communautaire. Même si les apparences montrent qu'elles sont marginalisées dans les instances de décision et de gestion locales, il apparaît que des évolutions sont en cours aussi bien dans l'espace privé que dans les

organisations et groupements communautaires.

Les Femmes Dans La Dynamique Locale: La Lutte Contre La Dégradation De L'environnement

Il est communément admis aussi bien par les hommes que par les femmes que ce sont ces dernières qui sont concernées en premier lieu par les questions de salubrité. Elles se voient attribuer cette fonction parce qu'elles s'occupent du nettoiement et de la bonne tenue du foyer.

La collecte et la gestion des ordures ménagères sont, dans cette perspective, considérées comme une extension vers l'espace public de leur activité à l'intérieur des foyers. Quoi qu'il en soit, elles sont en première ligne, comme en atteste leur dynamisme dans le processus de mise en

place du projet de précollecte des ordures ménagères à Santhiaba.

Leur implication dans ce projet a, sans aucun doute, prouvé aux hommes leur volonté de peser dans la décision en ce qui concerne les activités et projets d'intérêt communautaire. En cela, elle a effectivement participé de leur *empowerment*, en leur donnant une plus grande visibilité dans les efforts d'amélioration du cadre de vie. De plus, elles disposent de mécanismes de participation dans les prises de décision propres à contourner le monopole quasi exclusif des hommes en la matière.

L'«Empowerment» Des Femmes

L'*empowerment* économique des femmes se traduit par une reconnaissance sociale accrue. Cette dernière passe entre autres par davantage de participation à la prise de décision dans les ménages. Le travail à l'extérieur a ouvert à la femme des brèches vers une relative autonomie, notamment en ce qui concerne la gestion de son budget et la détention d'une parcelle de pouvoir. Ecoutons plutôt cette femme mariée: «Le commerce m'a donné beaucoup de pouvoir dans les prises de décision dans le ménage. S'il y a par exemple une chose à faire ou à acheter, tant que je ne suis pas là, aucune décision ne sera prise par rapport à cela. Je suis devenue incontournable dans la famille.»

Preuve que les habitudes évoluent et que les représentations sur les rôles et le statut respectifs des hommes et des femmes sont en décalage avec la réalité concrète. Car la réalité est que les femmes manifestent une volonté de ne plus dépendre entièrement des revenus de leur mari. La volonté d'autonomie, dans le respect de l'autorité maritale, est une réalité à Santhiaba. Elle est manifeste à travers des propos du genre «Une femme ne doit pas être totalement dépendante de son mari» ou encore «Même si ton mari travaille, il faut lui montrer que tu peux te débrouiller toute seule».

Le travail à l'extérieur confère aux femmes un sentiment d'indépendance et une considération de la part de leur mari, des voisins, du quartier, qui leur vouent respect et admiration. Ce sont là autant de facteurs qui les motivent davantage à développer leurs activités économiques, à s'employer à dépasser le cadre strict de la subsistance de la famille et à renforcer leurs capacités de gestion. Cette jeune femme pas encore mariée affiche de grandes ambitions: «Je fais du commerce. Je pars en Gambie pour payer de la marchandise que je revends ici dans le quartier, et cela me permet d'avoir des économies et de gagner honnêtement ma vie. Je souhaite développer mon capital commercial afin de satisfaire mes besoins et ceux de ma future famille avec l'aide ou non de mon mari. J'ai déjà commencé à épargner à la mutuelle de crédit et d'épargne du quartier, espérant pouvoir bénéficier ultérieurement d'un prêt qui me permettra de voyager en Turquie ou en Asie et de ramener des marchandises.» Que ce soit à titre individuel ou dans un cadre collectif, les femmes s'acheminent vers un changement d'échelle d'intervention économique. D'ores et déjà des voix s'élèvent pour exhorter à plus de solidarité entre les femmes, ainsi que le conseille cette responsable de groupement: « Je voudrais que [les femmes] se réunissent et discutent entre elles pour voir ensemble comment elles peuvent faire
pour développer leurs activités, surtout pour celles qui en ont déjà, et trouver des occupations pour celles qui n'en ont pas.»

Ce conseil est entendu, car les groupements de femmes sont en pleine expansion dans le quartier et constituent les pôles économiques les plus dynamiques. Les femmes ont pris de l'avance sur les hommes en matière de regroupement économique et l'on assiste à l'éclosion de groupements d'hommes sur le même modèle. Mais elles se heurtent, le plus souvent, à des goulets d'étranglement comme le sont les contraintes de la subsistance et le manque de formation. Partant, on comprend aisément le dilemme de cette femme lorsqu'elle dit: « Pour l'instant, à cause des charges familiales, je ne parviens pas à économiser de l'argent. Seule condition qui me permettra de développer mon commerce à l'avenir», et quand cette autre renchérit :

« Je regrette de n'avoir pas fait les bancs car aujourd'hui, je suis incapable de lire, encore moins de faire des calculs en chiffres concernant mes recettes. Et pour le faire, je fais appel à mon fils et je suis obligée de lui confier des secrets.» En réalité, les femmes font preuve d'une capacité d'organisation et de prévision de plus en plus développée. Ce sont elles qui professent que

« les tontines doivent disparaître pour laisser la place aux mutuelles en nette progression dans le quartier». Et ce sont encore elles qui se sont montrées pionnières dans les adhésions à la nouvelle mutuelle d'épargne et de crédit.

Elles ont pris conscience de leur poids économique et de leurs possibilités et capacités de jouer un rôle déterminant dans la communauté. «Dans le quartier, dit ce jeune, les femmes sont très dynamiques et participent au développement économique du quartier. Elles sont plus actives que les hommes, mais il faut reconnaître qu'elles sont toujours étouffées par l'orgueil des hommes.»

Quand cette jeune gérante d'un télécentre estime que les femmes « devraient participer un peu plus, à la municipalité, dans les conseils de quartier», une autre ajoute que «les hommes

doivent informer les femmes de la tenue des réunions et les impliquer dans toute prise de décision» et une troisième exhorte «les femmes à intégrer davantage les instances de décision et à ne plus laisser aux hommes le pouvoir de décider à leur place». C'est parmi les filles et femmes qui sont allées à l'école que l'on trouve souvent un sens critique par rapport aux pesanteurs traditionnelles (notamment aux rapports hommes-femmes), des projets d'avenir, un désir d'accéder à un emploi plus stable, un engagement communautaire de type associatif.

Les Femmes Dans L'espace Public Local

Les rapports sociaux hommes-femmes seront étudiés à travers le concept de relations de pouvoir dans l'espace public local, qui, de notre point de vue, connaît des évolutions importantes eu égard à ce qu'il est convenu d'appeler le «désengagement des pouvoirs publics» de la fonction d'allocation des services et, dans certains cas, à des lacunes dans l'exercice de leur fonction de régulation sociale et politique. Partant, c'est une *reconfiguration progressive des rapports de pouvoir entre différents acteurs de la sphère publique locale* qui se déroule sous nos yeux.

Deux phénomènes majeurs sont à la base de ces transformations des rapports de pouvoir : la municipalisation et l'informalisation. Les contextes urbains africains ont subi des mutations profondes au cours de ces deux dernières décennies. Les réformes néolibérales lancées dans les années 1980 ont fortement marqué les économies africaines et n'ont pas, loin s'en faut, jugulé la crise économique. La persistance de la crise a eu comme conséquence principale le développement progressif et massif de l'informalisation des modes et mécanismes de génération de revenus. La crise a en effet obligé des jeunes, des hommes et surtout des femmes à se lancer dans des activités génératrices de revenus à forte tendance informelle. Le développement des activités économiques informelles est accompagné par une formidable explosion du mouvement associatif et une prise d'assaut de l'espace public par les organisations communautaires de base, les associations de jeunes, les organisations professionnelles et autres groupements et réseaux.

Ce phénomène pose la question du jeu d'acteurs (quels acteurs, complexité des interrelations et diversité des types d'interaction). Dans ce contexte, une attention particulière est portée à l'émergence d'un nouvel acteur dans l'espace public: la femme. Cette irruption renvoie de toute évidence à la relation de genre dans le procès de la gestion urbaine et des pratiques économiques et sociales mais aussi dans les discours au sein de cet espace.

Pendant cette même période, des réformes administratives et territoriales, par la promotion des politiques de décentralisation, ont été mises en oeuvre3. Bien qu'étant un pays ayant une longue tradition en la matière, le Sénégal a procédé en 1996 à une réforme majeure, connue sous le nom de *régionalisation*, qui crée, entre autres, la «commune d'arrondissement». Le niveau le plus bas des circonscriptionsadministratives est ainsi érigé en collectivité locale dotée de ses propres moyens financiers, humains et techniques4. En y transférant une partie de ses prérogatives, le pouvoir central étatique cherche à renforcer sa capacité d'intervention notamment en ce qui concerne la satisfaction des besoins locaux en termes d'allocation de services publics et en termes de régulation efficace et optimale de l'espace5.

Ces deux phénomènes, le développement des initiatives associatives et professionnelles et leur féminisation de plus en plus poussée d'une part, et la promotion d'une gestion publique de proximité d'autre part, envisagés dans leurs interrelations, permettent de cerner avec précision l es rapports de pouvoir dans le cadre de la mission de développement local. En effet *, la rencontre dans l'espace public local d'une variété d'acteurs parmi lesquels les femmes ouvre des perspectives de participation au débat et à la décision politiques et de confrontation/coexistence d'agendas et de programmes et projets divers dans cet espace* . Ce faisant, les différents acteurs sont dans des rapports de *coopération* et de *conflit* selon les

enjeux du moment et les intérêts du groupe. C'est dans ce sens que nous envisageons les rapports sociaux hommes-femmes dans la sphère publique: la tension entre coopération et conflit en sont les deux variables analytiques.

La coopération entre les hommes et les femmes se conçoit ici comme une relation d'*échange*, de
négociation
dans le processus de la gestion urbaine, c'est-à-dire dans les débats publics, la prise de décision, l'élaboration, la mise en oeuvre et le suivi de projets, dans la production des biens et des services, et dans l'organisation de la vie collective de l'espace public. Les éléments à travers lesquels ce rapport s'effectue sont les atouts et les ressources à la disposition des acteurs; l'utilité et la pertinence de ces ressources; la reconnaissance de leur statut d'acteur; le respect des règles du jeu de la coopération et leur degré d'implication dans le processus de gestion urbaine.

Le conflit, quant à lui, est défini non pas comme une rupture de la relation entre les acteurs mais comme un jeu de contrôle et de *maîtrise des enjeux de la relation sociale* par les différents acteurs. Le conflit est alors une donnée constitutive du rapport de coopération entre les acteurs.
Partant, il se lit sur le registre de la capacité à percevoir clairement les enjeux de la coopération et à manifester son désaccord avec les règles du jeu, à faire usage de sa marge de liberté pour se soustraire à ces règles en utilisant les atouts et ressources à disposition. C'est dans cette perspective que l'équipe sénégalaise va s'atteler, lors de la phase 2 du programme «Villes, environnement, rapports sociaux hommes-femmes», à l'analyse et à l'interprétation des relations hommes-femmes dans la sphère publique. Il s'agira d'une observation empirique d'un espace public local (une commune d'arrondissement et un quartier) dans lequel les mutations en oeuvre sont perceptibles dans l'ordre politique, c'est-à-dire dans un processus de reconfiguration des rapports de pouvoir entre différents acteurs et animateurs de la ville dans une approche de genre.

C'est la possibilité d'une nouvelle gouvernementabilité urbaine dans laquelle les femmes soient impliquées que nous essayons non seulement d'examiner en termes de recherche mais aussi de promouvoir en termes d'*empowerment* des femmes. Pour ce faire, la recherche-action privilégie plusieurs sites d'observation et niveaux d'interaction divers. Ces sites d'observation sont :

– un site de transformation et de commercialisation des produits halieutiques, Pencum Sénégal, occupé par des femmes qui interagissent entre elles et avec des hommes – les responsables du service déconcentré de l'Etat, en l'occurrence le Service départemental des pêches, les mareyeurs et fournisseurs des produits halieutiques pour les femmes, les employés des femmes, les décideurs, etc.; – un projet de précollecte des ordures ménagères, géré par un comité de femmes de Santhiaba;– un projet de mise en place d'une mutuelle de santé qui connaît une f o rte divergence entre deux stru c t u res re p r é s e n t a t i ves de la commune : l' Union locale des GIE (groupements d'intérêt économique) de pêche (s t ru c t u re mixte dominée par les hommes) et le réseau Lebougui (s t ru c t u re fédérative de plusieurs associations féminines).

Ces sites d'observation seront bien évidemment complétés par des analyses, des relations de genre remarquées dans cet espace public local à quelque niveau que ce soit (maraîchage, gestion du marché, etc.) du moment que notre observation de ce qui se passe dans la zone est quasi quotidienne.

La re c h e rche-action consistera à faire un travail de repérage des contraintes, blocages et obstacles à la participation des femmes dans le débat public et à la prise de décision. Mais nous nous intére s s e rons également aux manières des femmes de participer à ces débats et aux prises de décision, notamment à leur influence sur les élus et décideurs locaux, leur implication effective et directe ainsi que leurs stratégies de plaidoyer et de lobbying. Au cours de la re c h e rche-action, l'équipe identifiera, avec les concernées, les moyens de lever les obstacles et de pro m o u vo i r leur implication dans la décision et la gestion du cadre de vie.

Conclusion

Au total, l'on peut retenir que les évolutions en cours dans les contextes urbains africains et leur traduction économique et politique ont mis à rude épreuve l'autorité des hommes sur les ressources et les biens, et par ricochet sur les personnes. Les rôles masculins dans les foyers, fondement de cette autorité, sont manifestement en crise. Cette situation ouvre des brèches pour les femmes en faveur de leur implication active dans la sphère publique. Il en résulte un jeu d'acteurs assez complexe dans lequel, par la négociation, la complémentarité mais aussi le conflit, les femmes cheminent vers une plus grande autonomie dans l'action locale.

Ces jeux d'acteurs et ces enjeux de pouvoir posent en dernière analyse la question de la démocratie participative, qui en est à ses balbutiements et dont le triomphe se fera avec la pleine collaboration entre tous les acteurs sans exclusive.